

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1970 Nr. 68

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, enerzijds, en de Republieken Boeroendi en Rwanda, anderzijds, inzake telegraaf- en telefoonverkeer tussen Bujumbura en Kigali, met Bijlage;
's-Gravenhage, 13 april 1970*

B. TEKST

**Convention entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
et les Gouvernements de la République du Burundi et
de la République Rwandaise relative aux circuits
télégraphiques et téléphoniques entre
Bujumbura et Kigali**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et

Les Gouvernements de la République du Burundi et de la République Rwandaise,

Desireux de renforcer les liens d'amitié existant entre leurs peuples et de promouvoir en général les bons rapports entre leurs pays,

Reconnaissant l'importance que revêt pour le Burundi et le Rwanda le perfectionnement de leurs installations de télécommunication,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

1. Les Parties Contractantes s'engagent à collaborer à l'installation et au fonctionnement de services de télégraphe et de téléphone entre Bujumbura et Kigali.

2. A cette fin, le Gouvernement néerlandais fournira, *cif* Bujumbura et Kigali, l'équipement de télécommunication requis pour l'installation d'une liaison à très haute fréquence comprenant des voies télégraphiques et téléphoniques entre Bujumbura et Kigali. Le Gouvernement néerlandais fournira également des instructeurs en vue de la formation du personnel local et des bourses de stage aux Pays-Bas pour les ressortissants rwandais et burundais.

3. Les Gouvernements du Burundi et du Rwanda de leur côté, fourniront les bâtiments dans lesquels l'équipement sera installé, les utilités normales, les routes menant aux bâtiments, le maintien des installations et les fonds nécessaires pour payer les frais de fonctionnement.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à remplir les obligations visées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, telles qu'elles sont spécifiées dans l'Annexe à cette Convention et dans un accord administratif (Plan d'Exécution) à conclure entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article II

Les experts envoyés par le Gouvernement néerlandais, ainsi que le personnel fourni par les Etats intéressés, bénéficient, pour le franchissement des frontières des Etats avec leur équipement et leurs effets personnels, de toutes les facilités requises pour la bonne exécution de leur mission dans le cadre de la présente Convention. Les experts respecteront les dispositions de la présente Convention et les lois des Parties Contractantes.

Article III

1. Les experts envoyés par le Gouvernement néerlandais jouiront des privilèges de première arrivée pour l'importation en franchise de douane d'effets personnels, d'équipement professionnel et d'articles ménagers.

2. Tout paiement que les experts néerlandais recevront de leur Gouvernement au titre de l'accomplissement de leurs fonctions dans le cadre de la présente Convention sera exonéré de toute taxe due au Burundi et au Rwanda.

Article IV

Les facilités visées à l'article II, ainsi que les privilèges et exonérations visés à l'article III, s'appliqueront également aux employés d'une entreprise néerlandaise à laquelle le Gouvernement néerlandais confierait la réalisation de certaines parties du projet.

Article V

Les Gouvernements du Burundi et du Rwanda devront répondre à toutes réclamations que des tiers pourraient formuler contre le Gouvernement néerlandais et ses experts. Ils les dégageront de toute responsabilité découlant d'opérations exécutées en vertu de la présente Convention, sauf si ladite réclamation ou ladite responsabilité résultent d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des intéressés.

Article VI

Le Burundi et le Rwanda supporteront les frais de dédouanement, de stockage et de transport (y compris l'assurance) à l'intérieur de leurs territoires respectifs, les taxes à l'importation et toutes autres taxes dues pour les équipements et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais et nécessaires pour la réalisation du projet.

Article VII

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les Parties Contractantes auront notifié l'un à l'autre qu'il a été satisfait aux formalités constitutionnellement requises pour la mise-en-vigueur de celle-ci dans leurs pays respectifs.

2. La présente Convention aura une durée de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur.

3. Nonobstant les dispositions du premier paragraphe du présent article, la Convention s'appliquera à titre provisoire à compter de la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 13 avril 1970 en trois exemplaires originaux, en français.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

(s.) J. LUNS

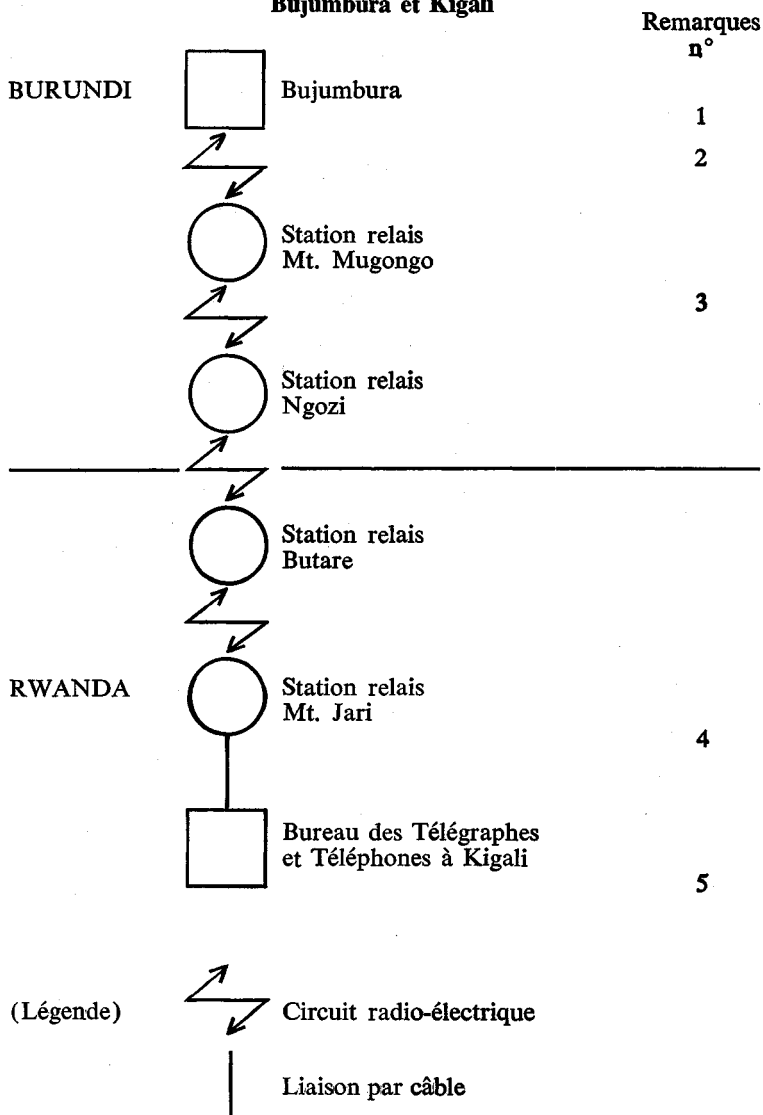
Pour le Gouvernement de la République du Burundi,

(s.) NZEYIMANA

Pour le Gouvernement de la République Rwandaise,

(s.) MUNYANEZA

ANNEXE

Schéma global des circuits de télégraphe et de téléphone entre
Bujumbura et Kigali

Remarques concernant le schéma global des circuits de télégraphe et de téléphone

1. L'appareillage à installer pourra être relié à l'appareillage déjà existant et à celui à installer prochainement.
 2. Le circuit radio-électrique sera élargi en vue de permettre des communications internationales.
 3. La capacité du circuit radio-électrique déjà existant sera adaptée aux besoins des circuits internationaux.
 4. La liaison par câble fait partie du projet Kigali-Kampala.
 5. Voir remarque 1.
-

Description succincte du circuit

Le circuit à installer entre Kigali et Bujumbura aura une capacité initiale de 12 voies téléphoniques, dont deux pourront être utilisées chacune pour 12 voies télégraphiques.

Les services commenceront avec le nombre de voies téléphoniques et télégraphiques convenu entre les administrations intéressées.

Dans le cadre du projet, le matériel nécessaire sera fourni pour la mise en service de:

- 5 voies téléphoniques entre Bujumbura et Kigali
- 5 voies téléphoniques entre Bujumbura et Kampala (ou un autre point terminal, à convenir entre les administrations intéressées)
- 4 voies télégraphiques entre Bujumbura et Kigali
- 4 voies télégraphiques entre Bujumbura et Kampala (ou un autre point terminal, à convenir entre les administrations)
- 3 circuits télex entre Bujumbura et Kigali
- 3 circuits télex entre Bujumbura et Kampala (ou un autre point terminal, à convenir entre les administrations).

Les voies téléphoniques entre Kigali et Bujumbura sont équipées pour le fonctionnement manuel. Celles entre Bujumbura et Kampala fonctionnent de façon semi-automatique dans la direction de Kampala; celles de Kampala à Bujumbura sont uniquement équipées pour le fonctionnement manuel.

Le personnel de service à Kigali n'a pas accès aux voies de transit de Bujumbura vers l'Afrique orientale.

La contribution néerlandaise au projet est évaluée à 1.150.000 florins.

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
en de Regeringen van de Republiek Boeroendi en de Republiek
Rwanda inzake telegraaf- en telefoonverkeer tussen
Bujumbura en Kigali**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, en de Regeringen van de Republiek Boeroendi en de Republiek Rwanda,

Verlangende de tussen hun volken bestaande vriendschapsbanden nauwer aan te halen en, in het algemeen, de goede betrekkingen tussen hun landen te bevorderen,

Zich bewust van het belang voor Boeroendi en Rwanda van een verbetering van hun voorzieningen op het gebied van de verreberichtgeving,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel I

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich samen te werken bij de instelling en het doen functioneren van een telegraaf- en telefoondienst tussen Bujumbura en Kigali.

2. Hiertoe levert de Nederlandse Regering c.i.f. Bujumbura en Kigali de uitrusting voor verreberichtgeving die nodig is voor de aanleg van een telegraaf- en telefoonverbinding met zeer hoge frequentie tussen Bujumbura en Kigali. Voorts stelt de Nederlandse Regering instructeurs beschikbaar voor de opleiding van het ter plaatse geworven personeel, en tevens beurzen voor stages in Nederland voor de onderdanen van Rwanda en Boeroendi.

3. De Regeringen van Boeroendi en Rwanda stellen van hun kant de gebouwen beschikbaar waar de uitrusting zal worden ondergebracht en zorgen voor de normale voorzieningen, voor aanvoerwegen naar de gebouwen, voor het onderhoud van de installaties, alsmede voor de nodige fondsen waaruit de exploitatiekosten worden betaald.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich tot nakoming van hun in het tweede en derde lid van dit artikel bedoelde verplichtingen, die nader zijn omschreven in de Bijlage bij deze Overeenkomst, en in een tussen de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen te sluiten administratieve overeenkomst (Uitvoeringsplan).

Artikel II

De door de Nederlandse Regering uitgezonden deskundigen, alsmede het door de betrokken Staten ter beschikking gestelde personeel worden met betrekking tot het overschrijden van de grens tussen de

Staten met hun volledige uitrusting en hun persoonlijke bezittingen, alle faciliteiten verleend die nodig zijn voor een behoorlijke uitvoering van hun werkzaamheden binnen het kader van deze Overeenkomst. De deskundigen eerbiedigen de bepalingen van deze Overeenkomst en de wetten van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel III

1. De door de Nederlandse Regering uitgezonden deskundigen worden voorrechten van eerste aankomst verleend wat betreft de invoer vrij van rechten van hun persoonlijke bezittingen, de voor de uitoefening van hun beroep benodigde uitrusting en hun huisraad.

2. Alle betalingen die de Nederlandse deskundigen van hun Regering ontvangen in verband met de uitoefening van hun functie in het kader van deze Overeenkomst, zijn vrijgesteld van alle in Boeroendi en Rwanda geheven belastingen.

Artikel IV

De in artikel II bedoelde faciliteiten, alsmede de in artikel III bedoelde voorrechten en vrijstellingen gelden eveneens voor de werknemers van een Nederlandse onderneming die door de Nederlandse Regering wordt belast met de uitvoering van bepaalde onderdelen van het project.

Artikel V

De Regeringen van Boeroendi en Rwanda zijn verantwoordelijk voor alle vorderingen door derden geldend gemaakt jegens de Nederlandse Regering en haar deskundigen en zij vrijwaren de Nederlandse Regering en haar deskundigen tegen iedere aansprakelijkheid die voortvloeit uit werkzaamheden ingevolge deze Overeenkomst, tenzij een zodanige vordering of aansprakelijkheid het gevolg is van een grove nalatigheid of van opzettelijk onjuist handelen van de betrokken deskundigen.

Artikel VI

De Regeringen van Boeroendi en Rwanda dragen de kosten van de inklaring, de opslag en het vervoer (met inbegrip van de kosten van verzekering) binnen hun onderscheiden grondgebieden, alsmede de invoerrechten en alle andere belastingen met betrekking tot de voor het project benodigde uitrusting en andere goederen die door de Nederlandse Regering ter beschikking zijn gesteld.

Artikel VII

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar er van in kennis hebben gesteld dat aan de grondwettelijk voor de inwerkingstelling van de Overeenkomst vereiste formaliteiten in hun onderscheiden landen is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft gedurende drie jaar van kracht te rekenen van de datum van inwerkingtreding af.

3. Niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid van dit artikel, wordt deze Overeenkomst voorlopig toegepast met ingang van de datum van ondertekening.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, 13 april 1970 in drie oorspronkelijke exemplaren, in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

(w.g.) J. LUNS

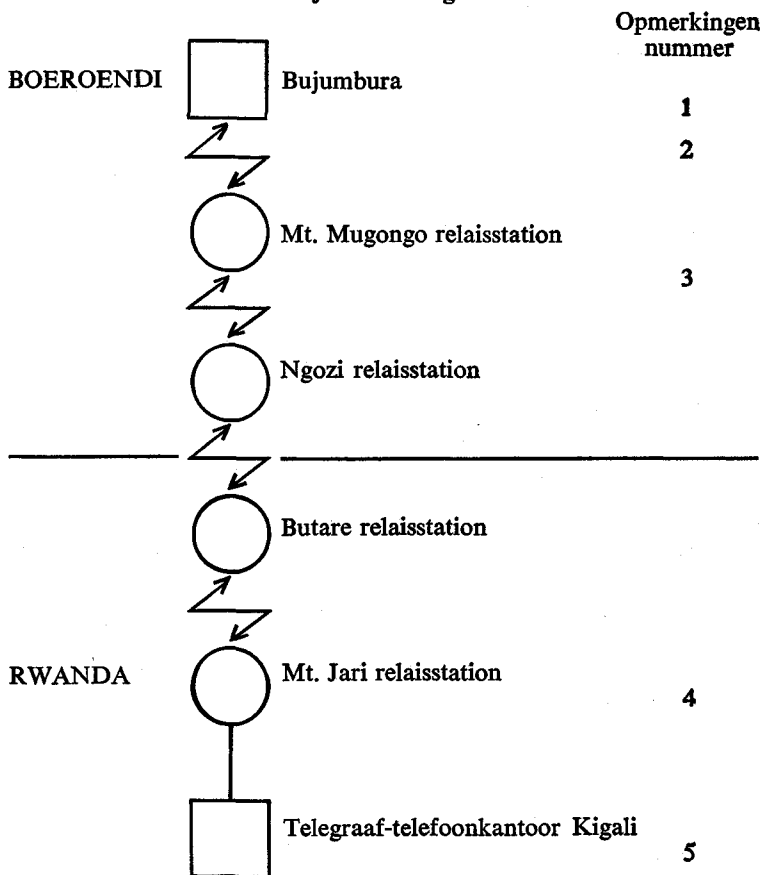
Voor de Regering van de Republiek Boeroendi,

(w.g.) NZEYIMANA

Voor de Regering van de Republiek Rwanda,

(w.g.) MUNYANEZA

BIJLAGE

Beknopt overzicht van de telegraaf- en telefoonverbindingen tussen
Bujumbura-Kigali

(Legenda)



Radioverbinding



Kabelverbinding

Opmerkingen bij het beknopte overzicht van de telegraaf- en telefoonverbindingen

1. De te plaatsen apparatuur zal kunnen samenwerken met de aanwezige en met de binnenkort te plaatsen apparatuur.
 2. De bestaande radioverbinding zal worden uitgebreid om de inpassing van de internationale verbindingen mogelijk te maken.
 3. De capaciteit van het reeds bestaande radiocircuit wordt aangepast aan de behoeften van de internationale circuits.
 4. De aangegeven kabelverbinding maakt deel uit van het project Kigali-Kampala.
 5. Zie opmerking 1.
-

Korte beschrijving van het circuit

Het aan te leggen verbindingscircuit tussen Kigali en Bujumbura heeft een aanvangscapaciteit van 12 telefoonkanalen; twee daarvan kunnen worden benut voor 12 telegrafiekkanalen ieder.

De diensten openen met het aantal telefoon- en telegraafkanalen zoals dat tussen de betrokken administraties wordt overeengekomen.

In het kader van het project wordt het nodige materiaal geleverd voor het in dienst stellen van

- 5 telefoniekkanalen tussen Bujumbura en Kigali
- 5 telefoniekkanalen tussen Bujumbura en Kampala (of een ander in overleg tussen de betrokken administraties vast te stellen eindpunt)
- 4 telegraafkanalen tussen Bujumbura en Kigali
- 4 telegraafkanalen tussen Bujumbura en Kampala (of een ander in overleg tussen de betrokken administraties vast te stellen eindpunt)
- 3 telexverbindingen tussen Bujumbura en Kigali
- 3 telexverbindingen tussen Bujumbura en Kampala (of een ander in overleg tussen de administraties vast te stellen eindpunt).

De telefoniekkanalen tussen Kigali en Bujumbura zijn geschikt voor handbedrijf. Die tussen Bujumbura en Kampala zijn in de richting Kampala geschikt voor semi-automatisch verkeer; van Kampala naar Bujumbura is uitsluitend handverkeer mogelijk.

Het bedienend personeel in Kigali heeft geen toegang tot de doorgaande kanalen van Bujumbura naar Oost-Afrika.

De Nederlandse bijdrage in het project wordt geraamd op 1 150 000 gulden.

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel VII, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar er van in kennis hebben gesteld, dat aan de grondwettelijk voor de inwerkingstelling van de Overeenkomst vereiste formaliteiten in hun onderscheiden landen is voldaan.

Ingevolge artikel VII, lid 3, worden zij voorlopig toegepast van 13 april 1970 af.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

De onderhavige Overeenkomst sluit aan bij de op 27 oktober 1967 te Addis Abeba tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, enerzijds, en de Republieken Rwanda en Oeganda, anderzijds, inzake telegraaf- en telefoonverkeer tussen Kampala en Kigali (tekst en vertaling in *Trb.* 1968, 10; zie ook *Trb.* 1969, 110).

Uitgegeven de vierde mei 1970.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.